

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12476]

**3 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 2016 tot aanstelling van de leden van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 2016 tot aanstelling van de leden van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs;

Gelet op het voorstel van ARES van 14 maart 2019;

Op de voordracht van de Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 maart 2016 tot aanstelling van de leden van de Oriëntatieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 maart 2019, worden de woorden "Mevrouw Virginie JORTAY" vervangen door de woorden "de heer Philippe VANDE WEGHE".

**Art. 2.** De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTEDe Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12468]

**3 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 40 et 42 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 40 et 42;

Vu le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 2018;

Vu le test « genre » du 30 novembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation du 16 janvier 2019 du Comité de secteur IX;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 14 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de fixer les modalités de l'épreuve de recrutement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, pour la fonction de comptable;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de procéder à la désignation des membres effectifs et suppléants du jury de recrutement, en ce compris un président et un secrétaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — *Désignation des membres du jury de recrutement des comptables du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** M. Didier LETURCQ, Directeur général adjoint au Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française, est désigné en qualité de Président du jury de recrutement des comptables du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, ci-après repris sous le vocable « Jury ».

Mme Colette DUPONT, Directrice générale au Service général de la Gestion des personnels de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, est désignée en qualité de présidente suppléante du jury.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. M. Najim SEKTANI est désignée en qualité de membre effectif du jury parmi les agents des services du Gouvernement de niveau «1» au moins.

Mme Julie MAGGI, est désignée en qualité de membre suppléant du jury parmi les agents des services du Gouvernement de niveau «1» au moins.

§ 2. M. Francis COLLETTE est désigné en tant que membre effectif parmi les chargés de mission chargés de la coordination de la zone.

M. Alain FAURE et M. Manuel DONY sont désignés en tant que membres suppléants parmi les chargés de mission chargés de la coordination de la zone.

§ 3. M. Jean-Pierre CAZZARO, Préfet de l'Athénée royal d'Auderghem, est désigné en qualité de membre effectif du Jury parmi les directeurs de l'enseignement organisé par la Communauté française.

M. Salvatore RIBAUDO, Préfet de l'Athénée royal René Magritte de Châtelet, et M. Jean-Louis FRANCOIS, Directeur de l'Ecole d'enseignement spécialisé Henri Rikir à Milmort, sont désignés en qualité de membres suppléants du Jury parmi les directeurs de l'enseignement organisé par la Communauté française.

**Art. 3.** Mme Muriel SZABO, Attachée, est désignée en qualité de Secrétaire effective du jury.

Mme Murielle ISTACE, Attachée, est désignée en qualité de Secrétaire suppléante du jury.

CHAPITRE 2. — *Modalités d'organisation du Jury*

**Art. 4.** Pour pouvoir être valablement inscrit, le candidat à l'épreuve de recrutement doit compter, à la date de la publication de l'avis d'organisation de l'épreuve au *Moniteur belge*, au moins deux cent quarante jours de service dans la fonction à conférer, et avoir introduit sa candidature dans les formes et délais fixés par cet avis.

**Art. 5.** Le Gouvernement autorise le Jury à apprécier les demandes des candidats à ces épreuves visant à faire valoir les attestations de réussite ou les titres obtenus antérieurement dans le cadre de formations similaires et portant sur des compétences comparables.

**Art. 6.** Le Gouvernement désigne l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française comme opérateur de formation pour la réalisation des épreuves de recrutement, sous l'égide des Services du Gouvernement.

Conformément à l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long, les voies de recours habituellement applicables au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale sont d'application pour ce qui concerne les décisions prises par ces établissements dans le cadre de la certification des formations qu'ils dispensent en vertu du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

**Art. 7.** Le Gouvernement autorise les correspondants-comptables désignés à titre temporaire ou à titre définitif, à participer aux épreuves de recrutement pour la fonction de comptable. Toutefois, les correspondants-comptables désignés à titre temporaire ne pourront faire valoriser l'éventuelle réussite à cette épreuve qu'une fois qu'ils seront nommés.

**Art. 8.** Le temps de formation est considéré comme un temps de travail. Le chef d'établissement ne peut invoquer les besoins impérieux de l'établissement ou toute autre raison pour s'opposer à la participation de son membre du personnel à l'épreuve de recrutement.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Art. 10.** Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12468]

**3 APRIL 2019.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 40 en 42 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, de artikelen 40 en 42;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 19 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 december 2018;

Gelet op de "gendertest", op 30 november 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 16 januari 2019 van het Comité van sector IX;

Gelet op de aanvraag om advies binnen dertig dagen, op 14 februari 2019 aan de Raad van State gericht, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn werd meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het de Regering toekomt de nadere regels voor de wervingsproef te bepalen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, voor het ambt boekhouder;

Overwegende dat het de Regering toekomt tot de aanwijzing van de werkende en plaatsvervangende leden van de wervingsexamencommissie over te gaan, met inbegrip van een voorzitter en een secretaris;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK 1. — Aanwijzing van de leden van de wervingsexamencommissie van de boekhouders van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** De heer Didier LETURCQ, adjunct-directeur-generaal bij de Algemene dienst van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, wordt tot voorzitter aangewezen van de wervingsexamencommissie van de boekhouders van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap, hierna "de examencommissie".

Mevr. Colette DUPONT, directeur-generaal bij de Algemene dienst Beheer van het personeel van het onderwijs georganiseerd door de "Fédération Wallonie-Bruxelles", wordt tot plaatsvervangend voorzitter van de examencommissie aangewezen.

**Art. 2.** § 1. De heer Najim SEKTANI wordt tot werkend lid aangewezen van de examencommissie onder de ambtenaren van de Regeringsdiensten van minstens niveau "1".

Mevr. Julie MAGGI wordt tot plaatsvervangend lid aangewezen van de examencommissie onder de ambtenaren van de Regeringsdiensten van minstens niveau "1".

§ 2. De heer Francis COLLETTE wordt tot werkend lid aangewezen onder de opdrachthouders bevoegd voor de coördinatie van de zone.

De heer Alain FAURE en de heer Manuel DONY worden tot plaatsvervangend lid aangewezen onder de opdrachthouders bevoegd voor de coördinatie van de zone.

§ 3. De heer Jean-Pierre CAZZARO, prefect van het "Athénée royal d'Auderghem", wordt aangewezen tot werkend lid van de examencommissie onder de directeurs van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

De heer Salvatore RIBAUDO, prefect van het "Athénée royal René Magritte de Châtelet", en de heer Jean-Louis FRANCOIS, directeur van de School voor gespecialiseerd onderwijs Henri Rikir te Milmort, worden aangewezen tot plaatsvervangend lid van de examencommissie onder de directeurs van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** Mevr. Muriel SZABO, attaché, wordt tot werkend secretaris van de examencommissie aangewezen.

Mevr. Murielle ISTACE, attaché, wordt tot plaatsvervangend secretaris van de examencommissie aangewezen.

HOOFDSTUK 2. — *Nadere regels voor de organisatie van de examencommissie*

**Art. 4.** Om geldig te kunnen worden ingeschreven, moet de kandidaat voor de wervingsproef op de datum van publicatie van de aankondiging van de organisatie van de proef in het *Belgisch Staatsblad* ten minste 240 dagen in het toe te kennen ambt in dienst zijn en zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijnen die in de aankondiging zijn vastgesteld.

**Art. 5.** De Regering machtigt de examencommissie om de aanvragen van de kandidaten voor deze proeven te beoordelen, teneinde slaagattesten of bekwaamheidsbewijzen te valideren in verband met eerder in gelijkaardige opleidingen behaalde resultaten of kwalificaties en die betrekking hebben op vergelijkbare vaardigheden.

**Art. 6.** De Regering wijst het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie aan als opleidingsoperator voor de uitvoering van aanwervingsproeven, onder de bescherming van de Regeringsdiensten.

Overeenkomstig artikel 27 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en het lange type, zijn de rechtsmiddelen die binnen de onderwijsinstellingen voor sociale promotie gewoonlijk van toepassing zijn, van toepassing op de beslissingen die deze instellingen nemen in het kader van de certificering van de opleiding die zij aanbieden krachtens het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

**Art. 7.** De Regering machtigt de correspondenten-boekhouders die op tijdelijke of permanente basis zijn aangesteld om deel te nemen aan de aanwervingsproeven voor het ambt boekhouder. De op tijdelijke basis aangestelde correspondenten-boekhouders zullen echter pas na hun benoeming in staat zijn om hun mogelijke succes in deze test te laten gelden.

**Art. 8.** De opleidingstijd wordt als arbeidstijd beschouwd. Het inrichtingshoofd kan zich niet beroepen op de dringende behoeften van de instelling of op enige andere reden om zich te verzetten tegen de deelname van zijn personeelslid aan de wervingsproef.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12464]

5 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
conférant le mandat d'Inspecteur général coordonnateur du service général de l'inspection

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 avril 2019 et en vertu du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, le mandat suivant d'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection est conféré, pour une période de cinq ans renouvelable, à Mme Pascale GENOT, à titre d'Inspectrice générale coordonnatrice du Service général de l'Inspection, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12464]

5 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning  
van het mandaat van Coördinerend inspecteur –generaal van de Algemene inspectiedienst

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 april 2019 en krachtens het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt het mandaat van Coördinerend inspecteur –generaal van de Algemene inspectiedienst voor een hernieuwbare periode van vijf jaar toegekend aan Mevr. Pascale GENOT, vanaf 1 juni 2019.